



CSA du 28/09/2026

Une fois encore, l'administration montre tout le mépris qu'elle porte aux agentes et agents de la DGFIP, à leurs représentants, à notre service public, à nos missions et aux usagers.

Comment oser ce NRP 2 (ou quel que soit le nom que vous voulez lui donner) au moment où la souffrance des agentes et des agents de la DGFIP est à son paroxysme ? L'explosion du nombre de burn out et d'actes suicidaires en témoigne.

Vous jouez aux pompiers-pyromanes, vous soufflez sur les braises du NRP 1 et vous venez nous expliquer que vous cherchez des solutions pour éteindre le feu et améliorer les conditions de travail. Cette contradiction est devenue insupportable.

À quel moment, la DG et ses directeurs départementaux, défendront-ils enfin la DGFIP et ses agents au lieu d'être les promoteurs zélés des politiques gouvernementales de casse de notre service public ? À quel moment refuserez-vous de sacrifier encore des collègues, des emplois, des missions, des services au nom d'une austérité budgétaire devenue une idéologie, alors que vous n'êtes que des pantins, le doigt sur la couture, prêts à justifier l'injustifiable.

Votre credo : « Tout ce que dit la DG, rien que ce que dit la DG ».

Des agents se suicident en raison d'un management délétère, d'objectifs délirants et de conditions de travail qui se dégradent.

La solution de notre direction : l'« action 13 » du DUERP, servie à toutes les sauces et pour des situations dissemblables.

La solution de la DG : le NRP 2.

Vous oeuvrez ainsi méthodiquement à la déstructuration et à la fragilisation de notre administration. Service après service. Mission après mission. Implantation après implantation.

Amélie VERDIER, qui ose tout, nous serine avec les soit-disant 6 valeurs de la DGFIP (qualité, expertise, collectif, confiance, agilité, fiabilité). Quelle fumisterie ! Ces mots décrivent un village Potemkine mais nous savons qu'ils ne cherchent qu'à travestir la réalité.

Quant à vous, vous cherchez à *nous* persuader (et à *vous* persuader) du bon sens de ces restructurations.

Au total, vous n'arrivez même pas à nous convaincre de l'existence des unes et du bien fondé des autres.

La CGT Finances Publiques 76 exige donc le retrait de ce plan délétère pour le service public, les usagers et les agents !